

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL ALPES PROVENCE

Société Coopérative à capital variable
Siège social : 25 Chemin des trois Cyprès 13097 Aix en Provence Cedex 2
381 976 448 R.C.S. Aix en Provence

AVIS PREALABLE DE REUNION

Mesdames et Messieurs les Sociétaires sont informés que le Conseil d'Administration du 28 février 2025 a décidé de convoquer le mardi 25 mars 2025 à 9 heures 30 au 25 chemin des 3 cyprès – 13097 AIX EN PROVENCE, une Assemblée Générale Mixte. Cet avis de réunion tient lieu de convocation.

Au cas où cette Assemblée ne pourrait valablement délibérer, faute de quorum, les Sociétaires seraient à nouveau convoqués pour le mardi 08 avril 2025 à 9 heures 30 au 25 chemin des 3 cyprès – 13097 AIX EN PROVENCE.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Mixte sera le suivant :

Ordre du jour Assemblée Générale Extraordinaire :

- Autorisation au Conseil d'administration conformément à l'article L 225-209 du Code du Commerce à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de certificats coopératifs d'investissement
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

Ordre du jour Assemblée Générale Ordinaire :

- Approbation des comptes sociaux et quitus aux membres du Conseil d'Administration pour l'exécution de leur mandat au cours de l'exercice,
- Approbation des comptes globalisés Crédit Agricole Alpes Provence,
- Approbation des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole Alpes Provence,
- Approbation des dépenses visées à l'article 223 quater du Code Général des Impôts,
- Approbation des conventions réglementées
- Affectation d'une somme globale de 3.085.972,34 € au titre des fonds consacrés aux actions de mécénat, de participation au développement économique, et au profit des actions conduites sur le territoire dans le cadre de notre « Pacte Coopératif Territorial »
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31/12/2024, fixation de l'intérêt aux parts sociales et du dividende aux certificats coopératifs d'associés et aux certificats coopératifs d'investissement,
- Autorisation du programme de rachat de Certificats Coopératifs d'Investissement de la caisse régionale,
- Constatation de la variation du capital social,
- Election et/ou renouvellement de mandats d'Administrateurs arrivant à échéance,
- Fixation du montant de la somme globale à allouer au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs chargés d'exercer une surveillance sur la marche de la Caisse Régionale au titre de l'exercice 2024, en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée,
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier.
- Présentation du rapport de révision coopérative
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

I. Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Extraordinaire :

Première résolution. — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce :

1. à annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des CCI acquis par la Caisse Régionale en vertu de l'autorisation de rachat par la Caisse Régionale de ses propres CCI faisant l'objet de la 10ème résolution ou d'autorisations ultérieures, dans la limite de 10 % du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente assemblée.
2. à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des CCI annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'assemblée générale mixte du 26 mars 2024 en la privant d'effet à partir de ce jour, est donnée pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour au conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les actions, de rendre définitives la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélative des statuts et, généralement, de faire le nécessaire.

Deuxième résolution. — L'assemblée générale extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente assemblée pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité ou autre qu'il y a lieu, et relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent.

II. Les projets de Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire :

Troisième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités les comptes individuels annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, lesquels font apparaître un bénéfice de 102.865.744,49 euros.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, l'Assemblée générale donne aux administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Quatrième résolution. — L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2024, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ce rapport.

Cinquième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion consolidé du Groupe Alpes Provence incluant le rapport de durabilité, et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés arrêtés au 31/12/2024, tels qu'ils sont présentés. Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Sixième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur le rapport du Conseil d'administration statuant en application de l'article 223 quater du CGI, constate que les comptes de l'exercice 2024 font apparaître des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code pour un montant de 87.072 euros, et qu'un impôt sur les sociétés de 24.486 a été acquitté au titre de ces dépenses.

Septième résolution. — En application de l'article L 511-39 du Code monétaire et financier, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de commerce prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Huitième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter les sommes de :

- **1.337.254,68 €** au profit de la **Fondation d'entreprise** Crédit Agricole Alpes Provence.
- **411.462,98 €** au profit du fonds de dotation **CAAP INNOV ECO** dans le cadre du soutien aux structures d'aide au développement économique local.
- **1.337.254,68 €** au profit du fonds de dotation **CAAP CŒUR TERRITOIRE** dans le cadre des actions conduites par les labels Sport Pour Valeur et Terroir passionnément.

Cette affectation a été agréée le 03/03/2025 par Crédit Agricole S.A. en application des articles R512-11 du Code monétaire et financier, et aux textes d'application de la loi bancaire.

Neuvième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux comptes, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, se soldant par un résultat à affecter de 102.865.744,49 euros.

Les intérêts aux parts et les dividendes seront payables à compter du 23 Avril 2025.

| | Proposition |
|---|-------------------------|
| Projet affectation du résultat 2024 | En € |
| Résultat Net de l'exercice | 102 865 744,49 € |
| Report à nouveau | - € |
| Résultat à affecter | 102 865 744,49 € |
| Montant Distribué | 17 300 105,38 € |
| Intérêt aux parts sociales (0,73€) | 3 561 962,73 € |
| Dividende des Certificats coopératifs d'associés (4,14 €) | 7 757 747,28 € |
| Dividende des Certificats coopératifs d'investissement (4,14 €) | 2 894 423,04 € |
| Actions de Mécénat et Développement Economique | |
| Fondation Entreprise Crédit Agricole Alpes Provence 1,30% | 1 337 254,68 € |
| Fonds de dotation CAAP INNOV ECO 0,40% | 411 462,98 € |
| Fonds de Dotation CAAP COEUR Territoire 1,30% | 1 337 254,68 € |
| Montant Conservé | 85 565 639,11 € |
| Affectation des trois quarts à la réserve légale | 66 488 708,58 € |
| Dotations en réserves facultatives | 19 076 930,53 € |

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les intérêts et dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

| En Euros unitaire | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------|------|------|
| Intérêt net versé à chaque Part Sociale | 0,34 | 0,41 | 0,58 |
| Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'investissement | 3,31 | 4,07 | 3,72 |
| Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'associé | 3,31 | 4,07 | 3,72 |

| En milliers d'euros | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Intérêts versés aux parts sociales | 1 648 | 1 992 | 2 822 |
| Dividendes versés aux Certificats Coopératif d'investissement | 2 425 | 2 935 | 2 639 |
| Dividendes versés aux Certificats Coopératif d'associé | 6 202 | 7 627 | 6 970 |
| Montant total distributions | 10 275 | 12 553 | 12 431 |

Dixième résolution. — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'assemblée générale ordinaire du 26 mars 2024, est donnée au conseil d'administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine assemblée générale ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente assemblée.

Les achats de CCI de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le conseil d'administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse Régionale à détenir plus de dix pour cent (10%) du nombre de CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10% du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 69.913 CCI, et le nombre maximal de CCI détenus après ces achats ne pourra excéder 10 % du nombre de CCI composant le capital de la Caisse Régionale. Toutefois, lorsque les CCI sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de CCI pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse Régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder 10.486.950 €. L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 150 euros par CCI.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés Financiers ;
- de procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, sous réserve dans ce dernier cas de l'adoption de la 1^{ère} résolution.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

Onzième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate la variation de capital social qui est passé de 113.648.932,25 € au 31 décembre 2023 à 113.648.932,25 € au 31 décembre 2024, et approuve les remboursements et souscriptions de parts sociales opérés au cours de l'exercice. Il est composé de titres d'une valeur nominale de 15,25€ :

| | |
|--|------------------------|
| • 4 879 401 Parts Sociales pour | 74.410.865,25 € |
| • 699 136 Certificats Coopératifs d'investissement pour | 10.661.824,00 € |
| • 1 873 852 Certificats Coopératifs d'Associés pour | 28.576.243,00 € |

Douzième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

1. Constate que trois mandats d'administrateurs représentant le territoire des Bouches-du-Rhône prendront fin à l'issue de la présente réunion, à savoir :
 - le mandat de M BONAN Paul-Victor, renouvelable, d'une durée de trois ans et
 - le mandat de Mme NAFTEUX Jany, renouvelable, d'une durée de trois ans et
 - le mandat de M RICCI Patrick, renouvelable, d'une durée d'un an et
2. Prend acte que trois personnes éligibles se sont portées candidats pour ces trois mandats :
 - M BONAN Paul-Victor,
 - Mme NAFTEUX Jany,
 - M. RICCI Patrick,

Treizième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme les administrateurs suivants représentant le territoire des Bouches-du-Rhône :

- Monsieur/Madame (prénom et nom) pour une durée de trois ans,
- Monsieur/Madame (prénom et nom) pour une durée de trois ans et
- Monsieur/Madame (prénom et nom) pour une durée de trois ans.

Conformément à l'article 15.2 des statuts, le mandat d'un administrateur expire à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue durant l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Quatorzième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

1. Constate que deux mandats d'administrateurs représentant le territoire des Hautes-Alpes prendront fin à l'issue de la présente réunion, à savoir :
 - Le mandat de M. EYRAUD Denis, renouvelable, d'une durée de trois ans,
 - Le mandat de Mme LIAUTAUD Marie Pierre, renouvelable, d'une durée de trois ans,
2. Prend acte que deux personnes éligibles se sont portées candidats pour ces deux mandats :
 - M. EYRAUD Denis,
 - Mme LIAUTAUD Marie Pierre.

Quinzième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme, les administrateurs suivants représentant le territoire des Hautes-Alpes :

- (Monsieur/Madame) (prénom et nom) pour une durée de trois ans,
- (Monsieur/Madame) (prénom et nom) pour une durée de trois ans.

Conformément à l'article 15.2 des statuts, le mandat d'un administrateur expire à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue durant l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Seizième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

1. Constate que deux mandats d'administrateurs représentant le territoire du Vaucluse prendront fin à l'issue de la présente réunion, à savoir :
 - le mandat de Mme ISIRDI Céline, renouvelable, d'une durée de trois ans,
 - le mandat de M. SANCHEZ François, renouvelable, d'une durée de trois ans,
2. Prend acte que deux personnes éligibles se sont portées candidats pour ces deux mandats :
 - Mme ISIRDI Céline,
 - M. SANCHEZ François,

Dix-septième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme les administrateurs suivants représentant le territoire de Vaucluse :

- (Monsieur/Madame) (prénom et nom) pour une durée de trois ans,
- (Monsieur/Madame) (prénom et nom) pour une durée de trois ans.

Conformément à l'article 15.2 des statuts, le mandat d'un administrateur expire à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue durant l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Dix-huitième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration et en application de l'article 6 de la loi du 10 Septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 500.000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2025 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA .

Dix-neuvième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la caisse régionale consultée en application de l'article L. 511-73 du Code Monétaire et financier, émet un avis favorable relatif à l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024 aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 3 476 095,33 euros

Vingtième résolution. — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de révision coopérative réalisé par le Cabinet Albouy Consult en exécution de sa mission portant sur la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023 de la Caisse Régionale, prend acte du contenu de ce rapport.

Vingt-unième résolution. — L'assemblée générale ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité ou autre qu'il y aura lieu, et relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent.